Rencontre avec le président de l’Union des Églises Baptistes du Cameroun

Le pasteur Ernest Edoube est Président Général de l’Union des Églises Baptistes du Cameroun (UEBC) depuis le 17 mai 2020, suite au décès du pasteur Frédéric Ngaka Epounde. De passage en France et au Défap, il revient sur les enjeux et défis de son Église, les relations ecclésiales au Cameroun, ainsi que sur les liens avec le Service protestant de mission ; il évoque aussi la manière dont il perçoit, à l’occasion de cette première visite à Paris, les enjeux des Églises en France.



Le président de l’Union des Églises Baptistes du Cameroun, le

pasteur Ernest Edoube © Défap

Que diriez-vous de la situation actuelle de l'UEBC et de ses projets ?

Pasteur Ernest Edoube : L'UEBC a connu des secousses après la disparition brutale de son président en mai 2020 ; et le contexte général de pandémie de Covid-19 n'a fait que renforcer les difficultés. Au niveau de la direction de l'Église, il a fallu du temps pour pouvoir, en dépit de la pandémie, renouer les relations avec les partenaires étrangers : ce n'est que tout récemment que j'ai pu me rendre à Leipzig, venir à Paris pour y rencontrer les communautés camerounaises de France, assister à la rencontre de la Fédération baptiste…

Ces difficultés sanitaires ont aussi eu un impact direct sur les efforts de formation et de remise à niveau du corps pastoral ; elles ont eu des effets sur la gestion de la vie des communautés dans les villes comme dans les campagnes, ces dernières ayant peu de capacités pour rebondir et surmonter la crise… Mais petit à petit, ces problèmes d'encadrement se résorbent, même s'il faudra un appui de la part de la direction de l'Église pour que cet élan soit maintenu. Le principal problème qui se pose aujourd'hui dans les grandes villes, c'est le manque de ministères spécialisés – par exemple, pour encadrer les jeunes. À ceci s'ajoute la transition générationnelle que connaît aujourd'hui notre Église : nous devons faire des efforts pour reconnecter notre Église avec le fonctionnement actuel de la société camerounaise, tout en gardant le lien avec les structures ancestrales qui soutiennent l'épanouissement du témoignage chrétien au sein de notre population. Il nous faut trouver comment adapter le témoignage de notre Église à notre ère.

Enfin, les difficultés de gestion des œuvres médicales et scolaires nécessitent encore de gros efforts pour trouver un équilibre.

Comment vous situez-vous dans le paysage religieux camerounais ?

Il y a aujourd'hui au Cameroun toute une pléiade d'Églises protestantes. Certaines ont une histoire qui remonte aux missions venue d'Angleterre, d'Allemagne, de Finlande ou plus récemment d'Amérique ; et nous nous retrouvons, au sein de toute cette diversité, dans une même grande famille qui est le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (CEPCA). C'est une structure qui connaît des évolutions régulières : elle a ainsi accueilli récemment un tout nouveau membre, la Full Gospel Mission, ce qui témoigne de son ouverture sur les réalités spirituelles du Cameroun. Le CEPCA montre ainsi qu'il est prêt à accueillir des communautés chrétiennes qui sont implantées et reconnues au Cameroun, qui ont montré leur capacité à s'enraciner et à encadrer correctement le peuple de Dieu sur le plan chrétien.

Au sein de cette multitude d'Églises, nous, l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, conservons une plus grande proximité avec l'Église Évangélique du Cameroun ainsi qu'avec les missions de Bâle ou de Paris, où se situent nos origines.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis du Défap et de la Cevaa ?

Nous devons accroître nos relations dans les domaines médical et scolaire, ainsi que dans les échanges de personnes. Dans ce dernier domaine en particulier, nous ressentons aujourd'hui une présence insuffisante de l'UEBC : les échanges sont un enrichissement. Il y a un vieux dicton africain qui dit que le voyage est une grande école… Je tiens par ailleurs à remercier tout particulièrement le Défap pour le soutien au Révérend Docteur Oumarou Sali pendant ses recherches en France.

Nous avons aussi besoin de soutien en ce qui concerne la formation théologique. Le personnel d'encadrement a besoin d'être plus nombreux et plus formé. C'est également le cas au niveau des bibliothèques. Enfin, notre œuvre médicale a besoin

d’être restructurée. Ce qui implique des besoins de soutien sur le plan technique, matériel, mais aussi sur le plan du personnel, notamment en termes de gestion. Trois centres en particulier concentrent aujourd’hui notre attention : l’hôpital protestant de Bonabéri, celui de Nkoteng, ainsi que la région de Bonépoupa, insuffisamment desservie sur le plan médical : dans ce secteur, il n’est pas rare que des futures mères accouchent sur la route de l’hôpital, faute de moyens de transport adaptés ou d’un hôpital suffisamment proche. Je viens également de nommer un médecin chef par intérim à la tête de l’hôpital Émilie Saker, à Douala – un médecin colonel, qui par son expérience pourra nous aider à revisiter le plateau technique et à revoir le mode de fonctionnement de l’hôpital.

Cet effort de restructuration va être bientôt prolongé par l’organisation de journées consacrées aux œuvres de l’Église, tant médicale que scolaire : il s’agira de rassembler les enseignants pour réfléchir aux orientations essentielles de l’œuvre scolaire, de permettre aux médecins d’être plus impliqués dans la gestion et l’orientation de l’œuvre médicale… Notre but est que les œuvres soient pleinement soutenues par les communautés ; que les membres du personnel présents dans l’Église puissent être pleinement intégrés dans la vie de notre œuvre, et en devenir les avocats, voire les gestionnaires.

Que pourriez-vous dire aux Églises de France en termes de mission ?

Il me paraît important de développer des stratégies pour intéresser la population à la marche dans l’Évangile. La plupart du temps, ce qui éloigne les fidèles de leur communauté, c’est qu’elles ne semblent plus répondre à leurs interrogations les plus essentielles, les plus profondes. Il y a un travail à faire en matière d’analyse de l’environnement afin de trouver les meilleures manières de toucher à nouveau ceux qui se sont éloignés, ou d’atteindre de nouvelles brebis

pour le Seigneur. Cela m'évoque le contexte de l'Église catholique lors de la Réformation : pendant que se développaient les communautés protestantes, Ignace de Loyola a cherché à développer des arguments propres à répondre aux questionnements des fidèles de l'Église catholique. Il nous faut aussi être humbles et confiants, sachant que, quoi que nous fassions, Dieu est au-dessus : il ne nous revient pas de décider quels doivent être les résultats de nos efforts. C'est Dieu qui fait croître. Mais notre responsabilité, c'est de nous mettre en marche. Et de former le peuple de Dieu, de l'encadrer au mieux de nos capacités, de l'aider à s'épanouir.

Comment voyez-vous les relations, sur le plan missionnaire, entre les Églises de France, et les Églises camerounaises implantées en France ?

Si je suis en France, c'est notamment pour avoir une meilleure connaissance de nos diverses communautés. Il me paraît essentiel que ces Église naissantes et les Églises de France puissent avoir un vécu harmonieux. Il ne doit pas y avoir de bris dans le processus d'évangélisation, étant entendu que toutes portent la même mission. Les Églises ne doivent pas être concurrentes, mais partenaires. Comme l'a dit le Seigneur Jésus : celui qui n'assemble pas avec moi disperse (Matthieu 12:30). Par ailleurs, cette présence de nos communautés en France peut nous aider, grâce au Défap, à faciliter nos échanges avec les Églises de France.